

Juin 2017  
volume n°7 / numéro n°1  
www.agronomie.asso.fr

# Agronomie

environnement & sociétés

La revue de l'association française d'agronomie



## Nutrition et agronomie



Agronomie, Environnement & Sociétés est une revue à comité de lecture et en accès libre éditée par l'Association Française d'Agronomie (AFA) sous le numéro ISSN 1775-4240. Plus d'informations [www.agronomie.asso.fr/aes](http://www.agronomie.asso.fr/aes). L'AFA est une association à but non lucratif qui publie des travaux en accès libre.

Les articles sont publiés sous la licence Creative Commons2.0. La citation ou la reproduction de tout article doit mentionner son titre, le nom de tous les auteurs, la mention de sa publication dans la revue AE&S et de son URL, ainsi que la date de publication.

## Quelles priorités pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les objectifs du développement durable (ODD) ?

Alain BILLAND\*

Cirad - TA C-DIR / B - Campus international de Baillarguet  
34398 Montpellier Cedex 5 - Courriel:  
alain.billand@cirad.fr

Lors du sommet des Nations Unies sur l'agenda pour le développement en 2030, tenu à New York du 25 au 27 septembre 2015, l'assemblée générale a adopté 17 "objectifs pour le développement durable" (ODD). Ces ODD proposent une posture sans précédent : s'appliquer universellement à l'ensemble des pays de la planète. Des avancées notables ont été annoncées dans de nombreux secteurs du développement. Pourtant l'ODD numéro 2, intitulé : «Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable», s'avère plutôt décevant si l'on se réfère aux précédentes positions des Nations Unies, notamment depuis la définition multi-dimensionnelle adoptée par le Sommet mondial de l'alimentation en 1996. Au-delà de la seule offre en produits alimentaires, quatre dimensions « piliers » avaient été retenues, dont la disponibilité (en quantité et qualité, en incluant la production, la distribution et les échanges), l'accès à la nourriture, la mise en place de régimes alimentaires adéquats au plan nutritionnel mais aussi social et sanitaire, et la stabilité dans le temps, autant des prix que des denrées. Dans l'ODD2 la disponibilité n'est abordée que sous l'angle de « l'agriculture durable ». En soi, la mise en avant du caractère durable de l'agriculture est une avancée importante, mais cela ne représente qu'une fraction de la dimension « disponibilité ». Ainsi l'ensemble des opérations de collecte, stockage, transformation, distribution sont peu abordées. Des composantes majeures de la sécurité alimentaire et nutritionnelle sont pourtant en jeu lors de ces étapes intermédiaires, dont en particulier la qualité sanitaire et nutritionnelle des produits transformés proposés aux consommateurs. La question des pertes et gaspillages tout au long des systèmes alimentaires, pourtant estimés à 30% du disponible alimentaire total par la FAO, n'est pas évoquée non plus.

La capacité d'accès à la nourriture dépend en grande partie du pouvoir d'achat, y compris pour la petite agriculture familiale très exposée à la disette en cas d'aléa, climatique notamment. Dans le précédent exercice de définition des « objectifs du millénaire » de l'année 2000, les Nations Unies avaient rassemblé dans leur premier objectif la pauvreté et la faim. Si la pauvreté est restée dans l'ODD numéro 1 de

2015, la faim se retrouve maintenant associée dans l'ODD2 à la sécurité alimentaire et nutritionnelle et à l'agriculture durable. Pourtant en pratique la nourriture est globalement suffisante et le fléau de la faim est presque toujours la conséquence soit de la misère soit de troubles et crises bloquant les accès aux aliments. Inversement, l'augmentation du niveau de vie n'est pas une assurance d'une meilleure sécurité alimentaire pour tous (cf. le paradoxe de Sikasso).

Les considérations liées aux régimes alimentaires, à leur adéquation nutritionnelle et culturelle, sont les plus grandes absentes de l'ODD2. Parmi les 5 cibles de l'ODD2, seule la cible 2.2 aborde ces enjeux : « D'ici à 2030, mettre fin à toutes les formes de malnutrition, y compris en réalisant d'ici à 2025 les objectifs arrêtés à l'échelle internationale relatifs aux retards de croissance et à l'émaciation parmi les enfants de moins de 5 ans, et répondre aux besoins nutritionnels des adolescentes, des femmes enceintes ou allaitantes et des personnes âgées ». L'ODD2 apparaît porté par un argumentaire qui relie la production agricole (préconisée comme durable), à la résolution de la faim et des carences nutritionnelles auprès de groupes cibles vulnérables. Il se situe ainsi dans une problématique de pénurie annoncée, remettant à jour les vieilles craintes malthusiennes d'une démographie croissant plus vite que la production alimentaire globale. Les émeutes de la faim de 2008, qui ont remis la sécurité alimentaire sur le devant de la scène internationale, ont pourtant démontré que les manques de nourriture constatés avaient été très largement causés par des facteurs économiques consécutifs à la crise de la finance, plus que d'un manque de production globale alimentaire qui était alors largement suffisante.

La question du surpoids et de l'obésité, classés comme épidémie d'importance mondiale par l'OMS, n'est pas explicitement abordée dans l'ODD2, ni le nécessaire accompagnement des transitions alimentaires. L'ODD 3 qui se focalise sur les questions de santé n'aborde pas non plus les épidémies nutritionnelles. Les ODD résultent d'un consensus entre les pays, lesquels ont donc souhaité ne pas inscrire ces questions parmi les priorités à l'horizon 2030. Il est pourtant documenté par la FAO et par un récent rapport du Panel d'experts de haut niveau du Conseil mondial pour la Sécurité Alimentaire (CSA) que le déterminant principal de l'augmentation des consommations alimentaires, et de leur empreinte sur les ressources (sol, eau, intrants, emploi...) sera la transition alimentaire, avec principalement l'augmentation de la consommation de viande, plus que l'accroissement démographique.

Les ODD ont le mérite de s'appliquer à l'ensemble des pays. La sous-nutrition est loin d'être absente des pays les plus riches, et les déséquilibres alimentaires à l'origine de l'explosion des populations en surpoids ne sont pas le privilège des pays les plus aisés. Sous-alimentation, carences nutritionnelles et surpoids sont souvent rencontrés en même temps. La demande sociétale en aliments sains et équilibrés est aujourd'hui de plus en plus forte et les pouvoirs publics développent des politiques publiques qui tentent d'infléchir les dérives des décennies précédentes. Au vu de la puissance financière de l'industrie de l'agriculture et de l'alimentation, il sera essentiel que le secteur privé s'implique également dans des stratégies en convergence.

## Références bibliographiques

DURY S., BOCOUM I., 2012 - Le « paradoxe » de Sikasso (Mali) : pourquoi « produire plus » ne suffit-il pas pour bien nourrir les enfants des familles d'agriculteurs ? Cahiers Agricultures, 21 (5) : 324-336.

The Sikasso (Mali) « paradox »: Why isn't « producing more » a sufficient means for feeding the children of farmers' families? <http://www.worldagricultureswatch.org/>.

FAO, 2011 - Pertes et gaspillages alimentaires dans le monde.

FAO, 2015 - The State of Food Insecurity in the World.

HLPE, 2011 - Price volatility and food security. A report by the High Level Panel of Experts on Food Security and Nutrition of the committee on World Food Security, Rome, HLPE report, 1, CFS-HLPE, 83 p.

HLPE, 2016 - Sustainable agricultural development for food security and nutrition: what roles for livestock? A report by the High Level Panel of Experts on Food Security and Nutrition of the Committee on World Food Security, Rome, 139. [http://www.fao.org/fileadmin/user\\_upload/hlpe/hlpe\\_documents/HLPE\\_Reports/HLPE-Report-10\\_EN.pdf](http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/hlpe/hlpe_documents/HLPE_Reports/HLPE-Report-10_EN.pdf).

PAILLARD S., TREYER S., DORIN B., 2011 - Agrimonde: Scenarios and Challenges for Feeding the World in 2050. Versailles, Quae.